

CIRCULAIRE OPÉRATIONNELLE N° 11 (Rév. 1)
Publiée par le Département des ressources humaines

La présente circulaire opérationnelle a été examinée par le Comité de concertation permanent lors de la réunion du 27 novembre 2025.

Applicable à :

Membres du personnel et autres personnes concernées

Personne responsable du sujet traité :

Directeur général

Date :

Février 2026

Texte antérieur annulé et remplacé par la présente circulaire opérationnelle : Circulaire opérationnelle n° 11 intitulée « Traitement des données à caractère personnel au CERN » – Janvier 2019.

TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL AU CERN

Table des matières

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	OBJET ET CHAMP D'APPLICATION.....	3
III.	DÉFINITIONS.....	3
IV.	PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	5
V.	BUREAU DE LA PROTECTION DES DONNÉES.....	7
VI.	OBLIGATIONS DE L'ORGANISATION	7
	Registre des opérations de traitement	8
	Exactitude et pertinence	8
	Conservation des données	8
	Sécurité des données.....	9
	Analyse d'impact relative à la protection des données.....	9
	Protection des données dès la conception.....	9
	Violation de la sécurité des données.....	10
VII.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	10
	Droit à l'information.....	10
	Droit d'accès.....	10
	Droit d'opposition	10
	Droit de rectification.....	10
	Droit de demander la suspension provisoire du traitement.....	11
	Droit à l'effacement.....	11
	Droit à la portabilité.....	11
	Droits relatifs à la prise de décision automatisée.....	12
	Modalités d'exercice des droits	12
	Restrictions	12
VIII.	TRANSFERTS.....	12
	Transferts au sein du CERN	12
	Transferts à des entités extérieures.....	13

IX.	TRAITEMENT PAR DES ENTITÉS EXTÉRIEURES.....	13
	Traitement en tant que responsable du traitement	13
	Traitement en tant que sous-traitant	13
X.	MÉCANISMES DE SIGNALEMENT ET DE DOLÉANCE.....	14
XI.	MÉCANISME DE CONTRÔLE	15
	Commission de protection des données.....	15
	Principes généraux de fonctionnement.....	16
	Fonctions de vérification de la conformité et de contrôle.....	16
XII.	MÉCANISME DE RÉPARATION	17
	Mécanisme de réclamation	17
	Arbitrage.....	20

I. INTRODUCTION

1. Dans l'exécution de la mission qui lui a été confiée par ses États membres, le CERN, en tant qu'employeur, laboratoire hôte et entité responsable du domaine du CERN, collecte et utilise des données à caractère personnel relatives aux personnes interagissant avec lui, en particulier les « collaborateurs » du CERN (membres du personnel, consultants, personnel d'entreprises contractantes travaillant sur le domaine ou personnes travaillant en quelque qualité que ce soit au CERN ou pour le compte du CERN), les conjoints et enfants à charge de membres du personnel, les membres et bénéficiaires du Régime d'assurance maladie et de la Caisse de pensions du CERN, les personnes postulant pour devenir membres du personnel, les fournisseurs et d'autres personnes extérieures au CERN.
2. Le CERN s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel dont il a la responsabilité, conformément à sa Politique de protection des données¹. La protection des données à caractère personnel fait également partie intégrante du Code de conduite².
3. Conformément aux bonnes pratiques, le CERN ne procède au traitement de données à caractère personnel que lorsque cela est nécessaire à son bon fonctionnement.

II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

4. La présente circulaire a pour objet d'établir le cadre juridique de l'Organisation en matière de protection des données à caractère personnel.
5. La présente circulaire s'applique à toute personne physique dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement par l'Organisation et à toute personne ou entité effectuant un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Organisation. Elle ne s'applique pas au traitement de données à caractère personnel par une personne physique dans le cadre d'une activité exclusivement personnelle ne relevant pas de l'exercice de fonctions ou d'activités professionnelles.

III. DÉFINITIONS

6. **Données à caractères personnel** : toute information, quelle que soit sa forme et quel que soit son support, relative à une personne physique identifiée ou identifiable. Sont incluses les données telles que le nom, les informations figurant sur le passeport ou dans les systèmes d'enregistrement nationaux, le numéro d'identification CERN, les informations bancaires, les dossiers du personnel, les images et les vidéos enregistrées par les systèmes de vidéosurveillance, les identifiants en ligne et les identifiants d'appareils électroniques, les adresses et numéros de téléphone, ainsi que les **données sensibles**.
7. **Données sensibles** : données à caractère personnel relatives :
 - 7.1. à la santé physique ou mentale ;
 - 7.2. aux données génétiques ou biométriques ;
 - 7.3. à l'origine raciale ou ethnique ;
 - 7.4. à l'orientation sexuelle ;
 - 7.5. aux opinions politiques, aux positions philosophiques et aux croyances religieuses.
8. **Entité extérieure** : toute personne physique ou morale exerçant ses activités en dehors de la structure de l'Organisation.

¹ Disponible sur : <https://cds.cern.ch/record/2644373>

² Disponible sur : <https://cds.cern.ch/record/2240690>

9. **Responsable du traitement** : le CERN ou une entité extérieure qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Le CERN est le responsable du traitement pour l'ensemble du traitement des données à caractère personnel relevant de la présente circulaire lorsque c'est lui-même qui détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractères personnel.
10. **Responsable conjoint du traitement** : l'un des responsables, au nombre de deux au moins, déterminant conjointement les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Les responsables conjoints du traitement déterminent, de manière transparente, leurs responsabilités respectives en matière de respect des obligations prévues dans la présente circulaire.
11. **Sous-traitant** : le CERN ou une entité extérieure qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement et conformément aux instructions de ce dernier.
12. **Personne concernée** : toute personne physique, vivante ou décédée, dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement dans les conditions prévues par la présente circulaire. Aux fins de la présente circulaire, le terme désigne également toute personne autorisée à agir pour le compte de la personne concernée.
13. **Traitement des données à caractère personnel (ou traitement, ou opérations de traitement)** : toute opération, automatisée ou manuelle, appliquée aux données à caractère personnel, telle que la collecte initiale de ces données et leur utilisation, leur conservation, leur stockage, l'accès à ces données, leur affichage, leur reproduction, leur transfert et leur destruction.
14. **Anonymisation** : processus irréversible par lequel sont supprimées les données susceptibles d'être utilisées pour identifier, soit directement soit indirectement, une personne, de façon à rendre la personne concernée non identifiable par la personne responsable pour un service ou par des tiers.
15. **Sécurité des données** : ensemble des mesures organisationnelles, matérielles et techniques mises en place afin de préserver l'intégrité des données à caractère personnel et d'empêcher des actions telles qu'un accès aux données, ou une modification, une communication ou une destruction de données effectuées de façon non autorisée.
16. **Service** : aux fins de la présente circulaire, une ou plusieurs activités supposant le traitement de données à caractère personnel au bénéfice de l'Organisation³.
 - 16.1. Les **services responsables** déterminent pour leur propre compte les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel.
 - 16.2. Les **services de traitement** procèdent au traitement des données à caractère personnel, exclusivement pour le compte des services responsables.
17. **Personne responsable pour un service** : personne responsable, dans un service, du traitement des données à caractère personnel pour ce service.
18. **Avis de confidentialité** : document publié expliquant le motif du traitement des données à caractère personnel par l'Organisation, précisant les opérations de traitement effectuées et informant les personnes concernées de leurs droits, énoncés à la section VII.
19. **Registre des opérations de traitement** : registre précisant le détail des opérations de traitement de données à caractère personnel effectué par un service responsable.

³ Un service ne correspond pas nécessairement à une unité organique ou à un domaine d'activité.

20. **Profilage** : toute forme de traitement automatisé de données à caractère personnel visant à évaluer certains aspects relatifs à une personne concernée, en particulier, mais non exclusivement, sa performance au travail ou son comportement.
21. **Analyse d'impact relative à la protection des données** : processus visant à déterminer les risques liés aux opérations de traitement et leur impact potentiel sur les personnes concernées et à définir les mesures d'atténuation appropriées.
22. **Transfert** : divulgation, diffusion ou toute autre mise à disposition, y compris par l'octroi d'un accès, de données à caractère personnel à un ou plusieurs services ou entités extérieures.
23. **Consentement** : autorisation spécifique donnée de façon libre, éclairée et univoque, par une déclaration ou par un acte positif clair de la personne concernée, de procéder au traitement des données à caractère personnel la concernant.
24. **Violation de la sécurité des données** : atteinte à la sécurité des données conduisant, de façon accidentelle ou délibérée, à une destruction, une perte, une altération ou une communication non autorisée des données à caractère personnel transmises, stockées ou faisant l'objet d'un autre traitement, ou à un accès non autorisé à celles-ci.
25. **Traitement non conforme** : traitement de données à caractère personnel non conforme aux dispositions de la présente circulaire.
26. **Données biométriques** : données à caractère personnel résultant d'un traitement technique spécifique et ayant trait aux caractéristiques physiques, physiologiques ou comportementales d'une personne, qui permettent ou confirment son identification unique.
27. **Données génétiques** : données à caractère personnel relatives aux caractéristiques génétiques héréditaires ou acquises d'une personne, donnant des informations spécifiques sur sa physiologie ou sa santé, et obtenues, en particulier, à partir de l'analyse d'un prélèvement biologique.

IV. PRINCIPES GÉNÉRAUX

28. Les services doivent être enregistrés dans le Catalogue des services du CERN. Chaque personne responsable pour un service est responsable de la conformité à la présente circulaire du traitement effectué par son service, et doit être en mesure de démontrer cette conformité.
29. Le traitement des données à caractère personnel doit s'effectuer conformément aux principes généraux suivants :
 - 29.1. les droits des personnes concernées, énoncés à la Section VII, doivent être respectés ;
 - 29.2. le traitement doit être effectué de façon loyale et transparente, et conformément aux règles en vigueur au CERN, en particulier les Statut et Règlement du personnel, les Statuts et Règlements de la Caisse de pensions, le Règlement du Régime d'assurance maladie du CERN et les circulaires opérationnelles et administratives ;
 - 29.3. les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sauraient être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités. Le traitement ultérieur à des fins d'archivage, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré comme incompatible avec les finalités initiales ;
 - 29.4. à titre exceptionnel, un traitement ultérieur ou supplémentaire peut être autorisé, sous réserve de la consultation préalable du Bureau de la protection des données (voir la section V). Au cas où la consultation préalable n'est pas possible en pratique et où le traitement est requis pour le

fonctionnement immédiat de l'Organisation ou présente un intérêt vital pour la personne concernée, le traitement est autorisé à condition que le Bureau de la protection des données soit notifié dans les meilleurs délais ;

- 29.5. le traitement doit être proportionné, adéquat, pertinent et limité aux finalités définies ;
- 29.6. des mesures de sécurité des données, adaptées à l'ampleur et à la nature des données à caractère personnel, doivent être mises en œuvre ;
- 29.7. l'exactitude des données à caractère personnel doit être garantie dans la mesure du possible ;
- 29.8. les données à caractère personnel ne doivent être conservées que le temps strictement nécessaire pour atteindre les finalités définies dans le cadre du traitement.

30. L'Organisation ne procède au traitement de données à caractère personnel que sur l'une des bases juridiques suivantes :

- 30.1. lorsque ce traitement s'effectue aux fins de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat avec la personne concernée ;
- 30.2. lorsque ce traitement s'effectue aux fins de l'application de ses règles internes et de l'exécution de ses obligations légales ;
- 30.3. lorsque ce traitement s'effectue aux fins de la poursuite d'intérêts légitimes⁴ de l'Organisation, à moins que ne prévalent les intérêts de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel ;
- 30.4. lorsque ce traitement présente un intérêt vital pour la personne concernée ou pour une autre personne physique ;
- 30.5. lorsque la personne concernée a donné son consentement.

31. Le traitement de données sensibles est interdit, sauf dans les cas suivants :

- 31.1. lorsqu'il est nécessaire pour que le CERN puisse satisfaire à ses obligations légales, en particulier en ce qui concerne la gestion de son personnel et la prestation et l'administration des services de santé ou de protection sociale ;
- 31.2. lorsqu'un transfert de données sensibles est demandé officiellement par une autorité nationale ou une entité intergouvernementale pour des finalités particulières, telles que la santé publique, l'exercice de la justice ou le maintien de la sécurité nationale, et que la demande a été jugée par le directeur général à la fois raisonnable et compatible avec le statut de l'Organisation ;
- 31.3. lorsqu'il est nécessaire pour que le CERN puisse mener à bien des enquêtes internes ou des procédures disciplinaires, ou procéder au règlement de différends ;
- 31.4. lorsqu'il est nécessaire pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit ;
- 31.5. lorsqu'il est nécessaire à la protection d'un intérêt vital de la personne concernée ou d'un tiers, et que la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ;
- 31.6. lorsqu'il est essentiel au déroulement des activités spécifiques du CERN, à condition que des mesures de protection appropriées soient mises en place et qu'il n'existe aucune mesure moins intrusive à laquelle on puisse raisonnablement recourir ;
- 31.7. lorsque les données sensibles ont manifestement été rendues publiques par la personne concernée ;
- 31.8. lorsque la personne concernée a donné son consentement à un tel traitement.

⁴ Un intérêt est considéré comme légitime si le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission relevant de l'exercice des activités officielles du CERN ou de l'exercice légitime de l'autorité dont est investie l'Organisation.

32. Les données à caractère personnel concernant une personne âgée de moins de 16 ans ne peuvent faire l'objet d'un traitement que si cela est absolument nécessaire pour la poursuite des buts légitimes du CERN et conformément au cadre juridique interne du CERN, ou avec le consentement du parent ou du responsable légal.
33. Toutes les personnes participant au traitement des données à caractère personnel doivent apporter une coopération pleine et entière à la protection de telles données, en particulier en réponse aux demandes expresses du Bureau de la protection des données.

V. BUREAU DE LA PROTECTION DES DONNÉES

34. Le Bureau de la protection des données constitue un centre d'expertise pour toutes les questions liées à la protection des données à caractère personnel au sein de l'Organisation, aussi bien pour les services et les entités extérieures participant au traitement que pour les personnes concernées.
35. Le Bureau de la protection des données donne des directives concernant la mise en œuvre des dispositions de la présente circulaire.
36. Le Bureau de la protection des données maintient une interface commune permettant aux personnes concernées d'exercer leurs droits en tant que personnes concernées, énoncés à la section VII.
37. Toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel nécessitent l'intervention en temps opportun du Bureau de la protection des données.
38. Le Bureau de la protection des données a accès à des opérations de traitement particulières lorsque cet accès est essentiel à l'accomplissement de ses fonctions. Il n'a pas accès au contenu des données à caractère personnel correspondantes sans l'autorisation du directeur général.
39. Le Bureau de la protection des données veille à la tenue d'un registre des avis donnés, des évaluations de conformité et des autres activités pertinentes dont il a la charge, ainsi que des notifications relatives à une violation de la sécurité des données.
40. Le Bureau de la protection des données est représenté dans un groupe interdisciplinaire établi par la Direction de l'Organisation pour apporter des conseils sur les questions de protection des données.
41. Le Bureau de la protection des données est dirigé et géré par le conseiller à la protection des données.
42. Le conseiller à la protection des données est nommé par le directeur général pour une période initiale de trois ans, pouvant être prolongée ou renouvelée à la discrétion du directeur général.
43. Le mandat du conseiller à la protection des données est approuvé par le directeur général et publié sur le site web du Bureau de la protection des données.
44. Le conseiller à la protection des données exerce ses fonctions de façon indépendante et impartiale et maintient une ligne hiérarchique directe avec le directeur général.

VI. OBLIGATIONS DE L'ORGANISATION

45. En tant que responsable du traitement, l'Organisation met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un traitement des données à caractère personnel qui soit conforme à la présente circulaire.

- 46. L'Organisation publie un avis de confidentialité, qui doit être actualisé et accessible au public, et conserve des archives de toutes les versions successives.
- 47. L'Organisation fournit les outils et la formation adaptés en matière de protection des données.

Registre des opérations de traitement

- 48. Chaque service responsable doit, conformément à la procédure établie par le Bureau de la protection des données, établir un ou plusieurs registres des opérations de traitement relatives aux données à caractère personnel sur lesquelles il procède à un traitement.
- 49. Le registre des opérations de traitement contient au minimum les informations suivantes :
 - 49.1. le ou les types de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement ;
 - 49.2. la finalité de la collecte ;
 - 49.3. la durée de conservation des données ;
 - 49.4. s'il y a lieu, le détail du recours à la prise de décisions automatisée ;
 - 49.5. s'il y a lieu, le détail des transferts de données à caractère personnel.
- 50. Le Bureau de la protection des données veille à ce que des registres des opérations de traitement soient établis et à ce que des archives complètes de ces registres soient tenues.
- 51. Le service responsable, en cas de changement dans le traitement des données à caractère personnel, doit actualiser en conséquence son registre des opérations de traitement et archiver toutes les versions précédentes.
 - 51.1. Si le changement peut raisonnablement être considéré comme ayant un impact significatif sur les personnes concernées, le service doit obtenir l'avis du Bureau de la protection des données concernant, notamment, les notifications supplémentaires requises.
 - 51.2. Si le changement concerne des données à caractère personnel dont le traitement s'effectue sur la base d'un consentement, le service notifie individuellement à chaque personne concernée l'existence d'un registre des opérations de traitement actualisé et recueille auprès de chacune d'elle un consentement renouvelé pour ce traitement.

Exactitude et pertinence

- 52. Chaque service prend toutes les mesures raisonnables pour rectifier ou effacer les données à caractère personnel qui sont inexactes, excessives ou inutiles.
- 53. Chaque service déploie les efforts raisonnables nécessaires pour notifier ces mesures aux autres services, ainsi qu'aux entités extérieures, auxquels les données à caractère personnel ont été transférées, et leur demande de prendre des mesures du même ordre.

Conservation des données

- 54. Le Bureau de la protection des données publie des lignes directrices relatives à la durée de conservation des données afin que la pratique soit homogène dans l'Organisation.
- 55. Chaque service responsable établit pour son propre compte les durées de conservation des données sur la base de ces lignes directrices, compte dûment tenu des éléments suivants :
 - 55.1. la finalité générale du traitement des données à caractère personnel en question ;
 - 55.2. la durée raisonnablement nécessaire de conservation de ces données pour la finalité prévue ;

- 55.3. l'impact potentiel de la durée de conservation sur les personnes concernées ;
 - 55.4. les coûts financiers et organisationnels, les risques de violation et de traitement illicite, ainsi que les responsabilités engagées du fait de la conservation de données à caractère personnel ;
 - 55.5. les mesures qu'il est nécessaire de prendre pour veiller à ce que les données à caractère personnel soient correctement actualisées.
56. À la fin de la période de conservation fixée, ou avant si la finalité du traitement des données à caractère personnel a été atteinte, chaque service responsable détruit ou anonymise, selon le cas, les données à caractère personnel. Dans le cas où ces opérations ne seraient pas possibles, il met en place des mesures de protection empêchant toute poursuite du traitement.

Sécurité des données

57. L'Organisation évalue périodiquement l'efficacité de ses mesures de sécurité des données.

Analyse d'impact relative à la protection des données

58. Avant toute opération de traitement susceptible de créer un risque élevé d'impact sur des personnes concernées, compte tenu de la nature, de l'ampleur, du contexte et des finalités du traitement, chaque service responsable effectue une analyse d'impact relative à la protection des données conformément à la procédure prévue par le Bureau de la protection des données. Cette analyse est effectuée en particulier lorsque les opérations de traitement présentent au moins l'une des caractéristiques suivantes :
- 58.1. un traitement à grande échelle de données sensibles ;
 - 58.2. un changement technologique significatif dans le traitement ;
 - 58.3. une surveillance systématique à grande échelle des zones accessibles.
59. Il incombe à la personne responsable pour un service de déterminer si une analyse d'impact relative à la protection des données est nécessaire. En cas de doute, elle consulte le Bureau de la protection des données.
60. Une analyse unique peut être effectuée pour des opérations de traitement différentes qui présentent des risques similaires.
61. Les analyses d'impact relatives à la protection des données doivent être communiquées au Bureau de la protection des données, qui en tient le registre. Si le Bureau de la protection des données considère que l'opération de traitement proposée n'est pas proportionnée à la finalité énoncée, il présente des recommandations sur la façon d'adapter l'opération de traitement. Si de telles adaptations ne sont pas possibles en pratique, le Bureau de la protection des données peut recommander de ne pas entreprendre l'opération de traitement.

Protection des données dès la conception

62. Les opérations de traitement sont conçues et mises en œuvre dans le respect de la présente circulaire, compte tenu de l'impact potentiel du traitement sur les personnes concernées et des risques auxquels elles sont exposées du fait de celui-ci, ainsi que de l'état des connaissances, du coût de mise en œuvre et de la nature, de l'ampleur, du contexte et des finalités d'un tel traitement.
63. La personne responsable pour un service conserve le détail des éléments de protection des données qui ont été pris en compte lors de la conception et de l'élaboration des opérations de traitement.

Violation de la sécurité des données

64. En cas de violation de la sécurité des données, le service concerné déclenche la procédure prévue par l'Organisation en la matière.
65. Les personnes concernées reçoivent une notification de toute violation de la sécurité des données les exposant à un risque élevé et inévitable, à condition que cette notification ne demande pas des efforts disproportionnés.
66. La notification est effectuée selon l'avis du Bureau de la protection des données.

VII. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

67. Des informations sur les modalités d'exercice des droits énoncés aux paragraphes 68 à 88 sont publiées⁵ par l'Organisation dans son avis de confidentialité.

Droit à l'information

68. Les personnes concernées ont accès aux informations sur la protection des données au CERN.

Droit d'accès

69. Les personnes concernées ont le droit :
 - 69.1. de demander quel est le cadre juridique et la finalité du traitement des données à caractère personnel les concernant ;
 - 69.2. de demander une copie des données à caractère personnel les concernant moyennant une demande d'accès ;
 - 69.3. de demander si les données à caractère personnel les concernant ont fait ou vont faire l'objet d'un transfert à une entité extérieure, et de demander quelles mesures de protection ont été prises.

Droit d'opposition

70. Les personnes concernées ont le droit de contester la légitimité du traitement par l'Organisation des données à caractère personnel les concernant à condition de présenter une demande dûment motivée.

Droit de rectification

71. Les personnes concernées ont le droit de demander la rectification dans les meilleurs délais des données à caractère personnel les concernant à condition de pouvoir démontrer que ces données sont inexactes ou incomplètes.
72. Le Bureau de la protection des données veille à ce que la personne concernée reçoive notification des mesures prises en réponse à toute demande présentée au titre du paragraphe 71 et à ce que des efforts raisonnables soient déployés pour notifier lesdites mesures aux services ou entités extérieures agissant en tant que services responsables auxquels les données à caractère personnel ont été transférées et leur demander de prendre des mesures similaires.

⁵ Par exemple, sur le site web du Bureau de la protection des données.

Droit de demander la suspension provisoire du traitement

73. Les personnes concernées ont le droit de demander la suspension provisoire du traitement des données à caractère personnel les concernant, pour des finalités définies, dans l'un des cas suivants :
- 73.1. si elles sont en mesure de démontrer que les données sont inexactes ; dans ce cas, elles peuvent demander une suspension du traitement jusqu'à ce que la rectification ou l'effacement des données ait été effectué ;
 - 73.2. si, alors que le CERN n'a plus besoin de procéder au traitement des données à caractère personnel, ces données sont utiles pour la personne concernée en vue de la constatation, de l'exercice ou de la défense de ses droits (la personne concernée peut par exemple demander au service de s'abstenir d'effacer les données la concernant).
74. À réception d'une demande raisonnable de suspension du traitement, et dans l'attente d'une décision relative à une telle demande, l'Organisation suspend dans les meilleurs délais les opérations de traitement non essentielles portant sur les données à caractère personnel en question.
75. Le Bureau de la protection des données veille à ce que la personne concernée reçoive notification des mesures prises en réponse à une demande présentée en vertu du paragraphe 73. Si la demande de suspension du traitement est accordée, la personne concernée est également informée de toute décision ultérieure de lever la suspension et de reprendre le traitement des données à caractère personnel la concernant.

Droit à l'effacement

76. Les personnes concernées ont le droit de demander l'effacement des données à caractère personnel les concernant dans les cas suivants :
- 76.1. les données à caractère personnel n'ont pas été collectées de façon conforme à la présente circulaire ;
 - 76.2. les données à caractère personnel sont traitées sur la base d'un consentement, et ledit consentement a été retiré ;
 - 76.3. le traitement des données à caractère personnel les concernant n'est plus nécessaire pour les finalités définies du traitement.
77. Le Bureau de la protection des données veille à ce que la personne concernée reçoive notification des mesures prises en réponse à toute demande présentée au titre du paragraphe 76 et à ce que des efforts raisonnables soient déployés pour notifier lesdites mesures aux services ou aux entités extérieures auxquels les données à caractère personnel ont été transférées.

Droit à la portabilité

78. Les personnes concernées ont le droit de recevoir dans les meilleurs délais les données à caractère personnel les concernant dans un format raisonnable et réutilisable, pour autant que soient réunies les conditions suivantes :
- 78.1. les données ont été recueillies sur la base d'un consentement ou d'un contrat ;
 - 78.2. les données existent dans un format numérique.
79. En l'absence des conditions énoncées au paragraphe 78, une demande d'exercice du droit à la portabilité peut être acceptée, à la discrétion du directeur général.

Droits relatifs à la prise de décision automatisée

80. Les personnes concernées ont le droit d'être informées des prises de décision automatisées, y compris sous forme de profilage, qui ont un effet juridique ou un autre effet également notable pour elles.
81. Les personnes concernées ont le droit d'exprimer leur point de vue et de voir celui-ci pris en considération dans le cas où cette prise de décision automatisée les affecte.

Modalités d'exercice des droits

82. Les personnes concernées souhaitant exercer les droits énoncés aux paragraphes 68 à 81 doivent présenter une demande via l'interface commune établie par le Bureau de la protection des données.
83. La personne concernée doit prouver son identité. Le CERN est en droit de demander toute information qu'il estime nécessaire à cet égard.
84. L'Organisation a le droit, à sa discrétion, de rejeter une demande qu'elle estime déraisonnable, manifestement abusive, frauduleuse, de nature à s'opposer aux finalités du traitement (par exemple du fait de son caractère répétitif ou trop étendu) ou telle que, pour y accéder, il faudrait accomplir des efforts disproportionnés ou enfreindre les droits d'autres personnes concernées.
85. La personne concernée a le droit de recevoir une réponse écrite et motivée à sa demande dans un délai de 90 jours civils.
86. Si la personne concernée n'est pas satisfaite de la réponse de l'Organisation, elle a le droit d'exercer un recours dans le cadre du système à deux niveaux prévu aux paragraphes 100 et 126.

Restrictions

87. Les droits définis aux paragraphes 68 à 81 peuvent être restreints par le directeur général, à sa discrétion, à titre temporaire, exceptionnel et ponctuel dans les cas suivants :
 - 87.1. la restriction est nécessaire pour prévenir ou découvrir une éventuelle faute ou activité illégale, ou pour mener une enquête concernant de tels faits ;
 - 87.2. le CERN a reçu une demande de transfert de données à caractère personnel provenant d'autorités nationales, et la demande est jugée par le directeur général à la fois raisonnable et compatible avec le statut de l'Organisation ;
 - 87.3. la restriction est essentielle pour protéger les droits, la sécurité et la sûreté de la personne concernée ou d'autres personnes, ou encore la sûreté des locaux de l'Organisation, ou son fonctionnement.
88. Dans la mesure du possible, toute décision de cet ordre prise par le directeur général est communiquée par écrit dans les meilleurs délais à la personne concernée.

VIII. TRANSFERTS

Transferts au sein du CERN

89. Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un transfert entre services que pour les finalités énoncées dans les registres des opérations de traitement desdits services.
90. Les services responsables informent les services auxquels ils transfèrent des données à caractère personnel afin que ces derniers veillent à ce que les mesures organisationnelles et techniques appropriées soient prises.

91. En outre, les services peuvent procéder à un transfert des données à caractère personnel à d'autres services s'ils ont déterminé que cela serait dans l'intérêt de l'Organisation et que le Bureau de la protection des données a été consulté. Le Bureau de la protection des données peut recommander que des mesures de protection appropriées supplémentaires soient prises.

Transferts à des entités extérieures

92. Avant tout transfert de données à caractère personnel à une entité extérieure, le service procédant au transfert doit s'assurer que des mesures de protection appropriées ont été mises en place, y compris des droits opposables et des voies de recours effectives pour les personnes concernées, et que le destinataire du traitement a été informé que le traitement des données à caractère personnel doit se faire de manière licite. À moins qu'il n'en ait été convenu autrement, l'entité extérieure n'a pas le droit de divulguer ou de transférer à une autre partie les données à caractère personnel fournies par le CERN sans l'autorisation écrite, préalable et spécifique du CERN. Les transferts ultérieurs en provenance de l'entité extérieure sont soumis aux mêmes obligations.
93. Les personnes concernées sont informées du transfert à une entité extérieure de données à caractère personnel les concernant, sauf lorsque l'Organisation a une raison impérative de s'abstenir de les informer.

IX. TRAITEMENT PAR DES ENTITÉS EXTÉRIEURES

Traitement en tant que responsable du traitement

94. Lorsque le traitement des données à caractère personnel est effectué par une entité extérieure agissant en tant que responsable du traitement ou en tant que responsable conjoint du traitement avec le CERN, l'Organisation et l'entité extérieure déterminent, de manière transparente, et d'un commun accord, leurs responsabilités respectives en matière de conformité aux obligations mentionnées dans la présente circulaire, en particulier en ce qui concerne l'exercice des droits des personnes concernées énoncés à la section VII, ainsi que leurs obligations respectives concernant la communication des informations mentionnées aux paragraphes 45 et 47.
95. En tant que responsable du traitement, l'entité extérieure s'assure que les données à caractère personnel qu'elle traite sont :
- 95.1. traitées de manière licite, loyale et transparente par rapport à la personne concernée ;
 - 95.2. collectées pour des finalités définies, explicites et légitimes, sans faire l'objet d'un traitement ultérieur incompatible avec ces finalités ;
 - 95.3. proportionnées, et, par conséquent, adéquates, pertinentes et limitées à la finalité définie pour le traitement considéré ;
 - 95.4. exactes et, s'il y a lieu, actualisées ;
 - 95.5. conservées seulement le temps strictement nécessaire pour la finalité définie dans le cadre du traitement ;
 - 95.6. traitées de manière à garantir une sécurité adéquate des données à caractère personnel.
96. L'entité extérieure est responsable de la conformité du traitement qu'elle effectue avec les dispositions du paragraphe 95, et doit être en mesure de démontrer cette conformité.

Traitement en tant que sous-traitant

97. Dans le cas où le traitement des données à caractère personnel est effectué par une entité extérieure agissant en tant que sous-traitant, l'Organisation ne doit faire appel qu'à des entités extérieures offrant des garanties

suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer un traitement conforme aux exigences de la présente circulaire.

98. Le traitement des données à caractère personnel par une entité extérieure agissant en tant que sous-traitant doit être régi par un accord définissant l'objet, la nature, la finalité et la durée d'un tel traitement, ainsi que les types de données à caractère personnel, les catégories de personnes concernées impliquées et les droits et les obligations de l'entité extérieure comme de l'Organisation. L'accord doit stipuler, en particulier, que l'entité extérieure :
- 98.1. ne doit traiter les données à caractère personnel qu'en application d'instructions documentées émanant de l'Organisation ;
 - 98.2. ne peut faire intervenir un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, de l'Organisation. En cas d'autorisation écrite générale, l'entité extérieure est tenue d'informer l'Organisation de toute intention d'ajouter ou de remplacer d'autres sous-traitants, de façon à donner à l'Organisation la possibilité de s'opposer à ces modifications ;
 - 98.3. est tenue de s'assurer que tout sous-traitant qu'elle engage afin de traiter pour son compte des données à caractère personnel se conforme aux obligations énoncées dans le présent paragraphe, et, dans le cas où le sous-traitant qu'elle a engagé manque à ses obligations, d'assumer à l'égard du CERN la responsabilité correspondante ;
 - 98.4. est tenue de s'assurer que toute personne autorisée à traiter les données à caractère personnel s'est engagée à en respecter la confidentialité ou est soumise à une obligation légale de confidentialité appropriée ;
 - 98.5. est tenue de prendre les mesures de sécurité des données appropriées, de notifier rapidement au CERN toute violation de la sécurité des données et d'aider le CERN à se conformer à ses obligations en vertu de la présente circulaire ;
 - 98.6. est tenue d'aider le CERN à répondre aux demandes des personnes concernées en vertu de la présente circulaire ;
 - 98.7. est tenue de s'assurer du respect des privilèges et immunités dont bénéficie le CERN, en particulier de l'inviolabilité de ses archives et de ses documents ;
 - 98.8. est tenue, à la demande du CERN, de démontrer qu'elle se conforme à ses obligations en matière de protection des données et de se prêter aux audits, y compris les inspections, menés par le CERN ou tout représentant dûment nommé ;
 - 98.9. est tenue d'effacer définitivement ou de restituer au CERN, au choix de celui-ci, toutes les données à caractère personnel après la fin de l'exécution de ses obligations contractuelles ou la résiliation du contrat.

X. MÉCANISMES DE SIGNALEMENT ET DE DOLÉANCE

- 99. Toute personne ayant connaissance d'un traitement non conforme, ou d'un risque de traitement non conforme, a l'obligation d'effectuer un signalement auprès du Bureau de la protection des données.
- 100. Les personnes concernées ont le droit de soumettre une doléance au Bureau de la protection des données si elles considèrent que le traitement des données à caractère personnel les concernant enfreint la présente circulaire.
- 101. Les signalements effectués en vertu du paragraphe 99 et les doléances soumises en vertu du paragraphe 100 qui sont abusifs, manifestement dépourvus de fondement ou réalisés de mauvaise foi peuvent être rejetés immédiatement et pourront donner lieu à des mesures administratives et/ou à une procédure disciplinaire.

102. Le Bureau de la protection des données évalue les signalements effectués en vertu du paragraphe 99 et les doléances soumises en vertu du paragraphe 100 et, s'il le juge approprié, indique au service ou aux services en question des mesures correctrices recommandées et/ou informe la personne concernée de son droit à présenter une réclamation formelle en vertu du paragraphe 126.

XI. MÉCANISME DE CONTRÔLE

103. La présente section a pour objet de définir comment s'opère le contrôle de l'application de la présente circulaire au CERN.
104. La **Commission de protection des données** est l'organisme indépendant de contrôle de la protection des données pour l'Organisation, chargé des fonctions suivantes :
- 104.1. contrôler la conformité à la présente circulaire et veiller à son application, en particulier pour ce qui concerne les droits des personnes concernées et les obligations de l'Organisation s'agissant du traitement des données à caractère personnel, conformément aux paragraphes 122 à 125 ;
- 104.2. évaluer les doléances soumises par les personnes concernées, et, si nécessaire, procéder à des enquêtes, conformément à la procédure énoncée à la section XII.

Commission de protection des données

105. La Commission de protection des données (ci-après « Commission ») est constituée de trois membres nommés par le directeur général, n'étant pas et n'ayant jamais été membres du personnel du CERN ou contractants du CERN, et justifiant d'une expertise et d'une expérience reconnues en matière de protection des données. Les membres sont recommandés au directeur général par un comité composé d'un représentant du directeur général, d'un représentant de l'Association du personnel du CERN et d'un représentant du Bureau de la protection des données.
106. Le mandat initial des membres de la Commission est de trois ans. Le directeur général peut prolonger le mandat d'un membre une fois, pour trois années supplémentaires maximum, avis pris de l'Association du personnel et du Bureau de la protection des données. Aucune autre prolongation n'est possible.
107. Les membres de la Commission acceptent le cahier des charges standard correspondant.
108. Les membres de la Commission agissent en toute indépendance et avec une complète impartialité. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instruction de quelque personne que ce soit.
109. Les membres de la Commission sont tenus à la confidentialité s'agissant des questions soulevées dans le cadre de leurs fonctions.
110. Les membres de la Commission s'abstiennent de tout acte ou de toute activité incompatible avec leurs fonctions, ou de nature à porter un préjudice matériel ou moral à l'Organisation. Le directeur général décide s'il y a ou non incompatibilité ou préjudice.
111. Les membres de la Commission sont tenus de reconnaître et de communiquer au directeur général toute situation engendrant ou pouvant engendrer un conflit d'intérêts, et de prendre les mesures appropriées à cet égard.
112. Dans le cas où un membre n'est pas disponible pour une enquête sur une réclamation, le directeur général, l'Association du personnel et le Bureau de la protection des données conviennent d'un remplaçant, qui est nommé à titre ponctuel.

113. Les membres de la Commission qui ne se conforment pas à leurs obligations peuvent être démis de leurs fonctions.
114. À l'issue de leur mandat, les membres de la Commission ne pourront plus être au service de l'Organisation ; il ne leur est pas permis de devenir membre du personnel.

Principes généraux de fonctionnement

115. La Commission exerce ses fonctions de façon raisonnable et proportionnée, et en tenant compte du statut international du CERN.
116. La Commission exerce ses fonctions à distance.
117. La Commission se réunit une fois par an au moins, ou plus souvent si elle l'estime nécessaire. Si, à titre exceptionnel, la finalité d'une réunion ne peut être atteinte à distance et que la présence de la Commission sur le domaine du CERN s'avère nécessaire, les frais afférents sont pris en charge par l'Organisation conformément aux règles relatives aux missions.
118. Le CERN assure à la Commission les ressources nécessaires à son fonctionnement. La Commission a en outre le droit de solliciter, à titre ponctuel, la contribution de tout service du CERN dont l'expertise est pertinente.
119. La Commission s'efforce dans la mesure du possible de procéder par consensus. À défaut de consensus, elle décide à la majorité, la position minoritaire étant dûment consignée.
120. La Commission peut adopter un règlement intérieur. Dans ce cas, elle le communique au directeur général.
121. Chaque année, la Commission soumet au directeur général, en en donnant copie au conseiller à la protection des données, au chef du Service juridique et au chef du Service d'audit interne, un rapport écrit contenant, notamment :
 - 121.1. des statistiques et analyses portant sur les réclamations reçues, les enquêtes menées, les recommandations faites et les décisions prises en conséquence par le directeur général ;
 - 121.2. les enseignements tirés et des recommandations spécifiques ou générales.

Fonctions de vérification de la conformité et de contrôle

122. La Commission détermine comment mener au mieux ses fonctions de vérification de la conformité (en application du paragraphe 104.1) afin de veiller de façon adéquate au respect de la présente circulaire par l'Organisation. Dans cette tâche, elle collabore avec les services du CERN pertinents et, selon les besoins, avec des prestataires de services extérieurs pour définir et mener à bien ces évaluations. La Commission bénéficie de l'appui du Service d'audit interne et du Bureau de la protection des données, sans préjudice des obligations respectives et de l'indépendance de la Commission et de ces deux services.
123. Le Bureau de la protection des données communique à la Commission son évaluation des signalements effectués et des doléances soumises en application de la section X de la présente circulaire, ainsi que des informations relatives à la mise en œuvre de ses recommandations éventuelles.
124. Le Bureau de la protection des données notifie dans les meilleurs délais à la Commission les violations de la sécurité des données, en précisant leur nature et leur impact potentiel, ainsi que les suites qui y ont été données.
125. Pour faciliter ses fonctions de contrôle, la Commission peut :

- 125.1. mener sa propre enquête et effectuer sa propre évaluation concernant les signalements effectués et les doléances soumises en application de la section X de la présente circulaire, ainsi que les violations de la sécurité des données. Elle communique la décision de commencer une enquête au directeur général, au Bureau de la protection des données et au chef du Service juridique ;
- 125.2. obtenir, du service responsable et du service de traitement, un accès aux données à caractère personnel, dans la mesure où ces données à caractère personnel sont essentielles pour le fonctionnement de la Commission, ces demandes se limitant aux cas de réclamations, de vérifications de conformité et d'enquêtes faisant suite à des signalements et à des doléances ;
- 125.3. ordonner, par l'intermédiaire du directeur général, à un service responsable d'informer la personne concernée d'une violation de la sécurité des données ;
- 125.4. ordonner, par l'intermédiaire du directeur général, à un service responsable de restreindre ou d'arrêter un traitement des données à caractère personnel ;
- 125.5. ordonner, par l'intermédiaire du directeur général, à un service responsable de mettre le traitement des données à caractère personnel en conformité avec la présente circulaire ;
- 125.6. recommander au directeur général les suites à donner appropriées.

XII. MÉCANISME DE RÉPARATION

126. Une personne concernée qui n'a pas obtenu satisfaction après une doléance soumise en vertu du paragraphe 100 peut effectuer une réclamation formelle conformément à la section XII.
127. L'Organisation proscrit toute forme de représailles à l'encontre de l'auteur d'une réclamation ou de toute autre personne ayant pris part au mécanisme de réparation ou eu recours à celui-ci. Les représailles ou tentatives de représailles devront être portées à l'attention du chef du Département des ressources humaines et peuvent donner lieu à une procédure disciplinaire.

Mécanisme de réclamation

128. Le mécanisme de réclamation comprend deux étapes :
 - 128.1. premièrement, le processus d'enquête, dont le but est de décider de la recevabilité de la réclamation, et, dans le cas où la réclamation est recevable, de mener une enquête pour établir les faits puis de formuler un avis à l'intention du directeur général quant au point de savoir si les droits, en vertu de la circulaire, de la personne concernée ont été violés ;
 - 128.2. deuxièmement, la décision du directeur général et les suites données éventuellement à la réclamation.
129. Toutes les personnes participant à l'enquête sont tenues de préserver la confidentialité dans toute la mesure du possible, y compris après la fin de la procédure. La communication des informations est limitée strictement aux personnes ayant à en connaître.

a) Réclamation

130. La personne concernée dispose d'un délai de 60 jours civils, à compter de la réception de l'évaluation faite par le Bureau de la protection des données de la doléance, pour soumettre une réclamation auprès de la Commission.
131. La personne concernée doit utiliser le formulaire de réclamation standard prévu à cet effet par l'Organisation et y faire figurer les éléments suivants :

- 131.1. un exposé détaillé des faits, précisant en quoi les données à caractère personnel la concernant n'ont pas été traitées conformément à la présente circulaire, ainsi que l'impact sur la personne concernée ;
- 131.2. l'évaluation faite par le Bureau de la protection des données de la doléance soumise par la personne concernée, conformément au paragraphe 102 de la présente circulaire ;
- 131.3. tout autre document pertinent.

b) Phase d'évaluation initiale

- 132. Pour être recevable, une réclamation doit :
 - 132.1. être soumise dans les délais mentionnés au paragraphe 130 ;
 - 132.2. satisfaire aux conditions formelles définies au paragraphe 131.
- 133. La Commission procède à l'évaluation initiale dans un délai de 30 jours civils à compter de la réception de la réclamation.
- 134. Dans le cas où la Commission décide que la réclamation est recevable, elle le notifie par écrit à l'auteur de la réclamation et au directeur général.
- 135. Si la Commission considère la réclamation comme irrecevable, elle soumet une recommandation motivée indiquant les motifs d'irrecevabilité au directeur général, qui prend la décision définitive. La Commission transmet une copie de cette recommandation à l'auteur de la réclamation.
- 136. Dans un délai de 30 jours civils après réception de la recommandation de la Commission, le directeur général décide d'accepter ou non la recommandation. Le directeur général notifie la décision à l'auteur de la réclamation dans un délai de cinq jours civils. La Commission et le Bureau de la protection des données reçoivent une copie de la décision. Cette décision peut être contestée en application du paragraphe 147.

c) Phase d'enquête

- 137. Au cours de son enquête, la Commission :
 - 137.1. examine la doléance initiale et l'évaluation du Bureau de la protection des données ;
 - 137.2. recueille les observations de l'Organisation concernant la réclamation, ainsi que tout commentaire supplémentaire éventuellement formulé par l'auteur de la réclamation ;
 - 137.3. examine la réclamation ainsi que les observations et les commentaires recueillis à son sujet.
- 138. À sa discrétion, et sans préjudice des pouvoirs plus larges définis aux paragraphes 122 à 125, la Commission peut également :
 - 138.1. demander des déclarations écrites et/ou des documents supplémentaires ;
 - 138.2. entendre l'auteur de la réclamation, des représentants de l'Organisation et toute personne dont le témoignage est pertinent, si nécessaire ;
 - 138.3. solliciter un avis d'expert auprès de tout service approprié du CERN ;
 - 138.4. recueillir toute autre information requise aux fins de l'enquête.
- 139. L'auteur de la réclamation peut, au cours des auditions, être accompagné, ou, en cas de force majeure, représenté, par un membre du personnel ou un ancien membre du personnel n'ayant pas de lien avec la procédure. Pour aider les auteurs de réclamations qui ne sont pas membres du personnel, l'Organisation

constitue une liste de membres ou d'anciens membres du personnel se portant volontaires pour cet accompagnement ou cette représentation.

140. La Commission demande à l'Organisation de lui fournir ses observations dans un délai de 60 jours civils après réception de la demande. Dans des circonstances exceptionnelles, ce délai peut être prolongé par la Commission de 30 jours civils au maximum.
141. Dès réception de ces observations, la Commission les transmet à l'auteur de la réclamation afin de recueillir ses commentaires éventuels. L'auteur de la réclamation dispose d'un délai de 14 jours civils pour transmettre ses commentaires à la Commission. Dans des circonstances exceptionnelles, la Commission peut prolonger ce délai par tranches de sept jours.
142. La Commission mène à bien son enquête dans un délai de 60 jours civils après réception des observations de l'Organisation ou des commentaires éventuels de l'auteur de la réclamation. La Commission peut prolonger ce délai une seule fois, de 60 jours civils supplémentaires, en cas de circonstances exceptionnelles, en notifiant cette prolongation par écrit à l'auteur de la réclamation et au directeur général.
143. À la fin de la phase d'enquête, la Commission communique au directeur général un rapport d'enquête écrit, où figurent les éléments suivants :
 - 143.1. la procédure suivie ;
 - 143.2. les personnes entendues ;
 - 143.3. les documents et autres éléments d'information pris en compte dans le cadre de l'enquête ;
 - 143.4. les faits établis ;
 - 143.5. son ou ses avis sur la question de savoir si, au vu des faits, le traitement des données à caractère personnel de l'auteur de la réclamation n'est pas conforme à la présente circulaire ;
 - 143.6. les éventuelles recommandations concernant les suites à donner.
144. La Commission peut recommander que l'auteur de la réclamation bénéficie de réparations appropriées, telles que le remboursement de frais d'un montant raisonnable, sur présentation de justificatifs, et, si les circonstances le justifient, d'une indemnité d'un montant maximum de 5 000 francs suisses au titre du préjudice moral. Dans des cas exceptionnels et étayés par des éléments solides, la Commission peut recommander une indemnité d'un montant maximum de 10 000 francs suisses au titre du préjudice moral.

d) *Prise de décision*

145. Dans un délai de 30 jours civils après réception du rapport de la Commission, le directeur général décide d'accepter ou non son ou ses avis et ses recommandations éventuelles, et de donner ou non des suites. Si le directeur général décide d'engager une procédure disciplinaire en vertu de la section 2 du chapitre VI des Statut et Règlement du personnel et/ou une procédure administrative, le dossier est transmis au chef du Département des ressources humaines.
146. Le directeur général notifie la décision à l'auteur de la réclamation dans un délai de cinq jours civils. La Commission, le Bureau de la protection des données et l'unité responsable de la transmission des observations de l'Organisation reçoivent une copie de la décision. La notification indique les faits établis dans le courant de l'enquête et l'avis ou les avis formulés dans le rapport, ainsi que la décision du directeur général, et précise, s'il y a lieu, les raisons pour lesquelles la recommandation de la Commission n'a pas été suivie. Sauf si l'auteur de la réclamation s'y oppose dans un délai de 30 jours civils à compter de la date de la notification de la décision du directeur général, un résumé de la décision du directeur général et de la recommandation de la Commission est publié.

147. Les auteurs de réclamations peuvent contester la décision du directeur général s'ils considèrent que celle-ci leur porte préjudice :
- 147.1. Les auteurs de réclamations qui relèvent de la juridiction du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) en vertu des Statut et Règlement du personnel peuvent former un recours auprès dudit tribunal conformément au Statut et au Règlement de ce dernier.
- 147.2. Les auteurs de réclamations qui ne relèvent pas de la juridiction du TAOIT peuvent contester la décision par voie d'arbitrage conformément aux paragraphes 148 à 162.

Arbitrage

148. Dans le cas visé au paragraphe 147.2, le différend fait l'objet d'un arbitrage, qui sera définitif et constitue la seule voie de recours possible, selon la procédure qui suit.
149. L'auteur de la réclamation dispose d'un délai de 90 jours civils, à compter de la réception de la décision mentionnée au paragraphe 146, pour notifier le directeur général par écrit qu'il entend recourir à l'arbitrage.
150. Dans un délai de 90 jours après réception de cette notification, les parties conviennent d'un arbitre choisi sur une liste communiquée par le CERN.
151. Ne peuvent figurer sur la liste des arbitres que des personnes :
- 151.1. ayant une qualification de juriste ;
- 151.2. admises à exercer en tant qu'avocat dans un des États membres du CERN ;
- 151.3. pouvant justifier d'une expertise pertinente dans le domaine de la protection des données ;
- 151.4. n'étant pas, et n'ayant jamais été en quelque qualité que ce soit, au service du CERN ou actives pour le compte du CERN.
152. L'arbitre choisi ne peut être ou avoir été en quelque qualité que ce soit au service de l'auteur de la réclamation ou actif pour le compte de l'auteur de la réclamation.
153. L'arbitre agit avec impartialité dans l'exécution de sa mission.
154. Le siège de l'arbitrage est Genève (Suisse).
155. Le droit applicable aux fins de l'arbitrage est constitué de la présente circulaire, des documents statutaires du CERN, du droit international public et des principes généraux du droit administratif international.
156. La langue de la procédure est l'anglais ou le français, au choix de l'auteur de la réclamation.
157. Sous réserve des dispositions de la présente section, l'arbitre peut mener l'arbitrage de la manière qui lui paraît appropriée, à condition que les parties soient traitées à égalité et que, à chaque phase de la procédure, chaque partie ait la possibilité de présenter ses arguments.
158. Les frais de l'arbitrage, d'un montant raisonnable et à l'exclusion des frais engagés par chaque partie, sont à la charge du CERN.
159. En principe, les parties supportent chacune les frais qu'elles ont engagés, sans préjudice des réparations mentionnées ci-après.
160. L'arbitre peut accorder à l'auteur de la réclamation les réparations appropriées, y compris le remboursement de frais d'un montant raisonnable, sur présentation des justificatifs appropriés et, si les

circonstances le justifient, une indemnité d'un montant maximum de 5 000 francs suisses au titre du préjudice moral. Dans des cas exceptionnels étayés par des éléments solides, l'arbitre peut recommander une indemnité d'un montant maximum de 10 000 francs suisses au titre du préjudice moral.

161. Chaque partie peut, dans un délai de 15 jours civils à compter de la notification de la sentence arbitrale, demander à l'arbitre d'en donner une interprétation écrite, ou de corriger des erreurs de calcul ou des fautes de frappe. L'interprétation ou la correction est communiquée aux parties dans un délai de 60 jours civils à compter de la requête et devient partie intégrante de la sentence. L'exécution de la sentence arbitrale est suspendue jusqu'à ce que l'interprétation ou la correction ait été communiquée.
162. Sous réserve des dispositions légales en vigueur, la sentence arbitrale n'est pas publiée et sa teneur n'est pas communiquée à des tiers, sauf consentement préalable écrit des deux parties. Toutefois, et pour autant que l'auteur de la réclamation ne s'y oppose pas dans un délai de 30 jours civils à compter de la date de la notification de la sentence, un résumé de la sentence et de sa conclusion est publié.
